

MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX

Objet du marché :

RENOVATION SALLE DE CONFERENCE

Centre INRAE BFC – SITE DE DIJON

17 rue Sully – 21000 DIJON

La procédure de consultation est le marché à procédure adaptée selon les articles R2123-1 et R2123-4 du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 modifié portant partie réglementaire du Code de la Commande publique

Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)

Lot n°1 - DESAMIANPAGE

Marché n° :

Notifié le :



SOMMAIRE :

1. GENERALITES :	3
1.1. LOCALISATION DES TRAVAUX	3
1.2. TRAVAUX A LA CHARGE DU PRESENT LOT	3
1.3. CONNAISSANCE DU PROJET	3
1.4. VISITE DES LIEUX	4
1.5. PROVENANCE DES MATERIAUX	4
1.6. RAPPEL DE LA REGLEMENTATION	4
1.7. SOUS TRAITANCE	5
1.8. LITIGES	5
2. SPECIFICITES TECHNIQUES :	5
2.1. RESPONSABILITES	5
2.2. QUALIFICATION	5
2.3. TRAVAUX EN SITE OCCUPE, PLAN DE PREVENTION ET COORDINATION SPS	6
2.4. AMIANTE	6
2.5. PROTECTION DES OUVRAGES	6
2.6. INSTALLATIONS DE CHANTIER, SECURITE ET GARDIENNAGE	6
2.7. PLANS DES OUVRAGES PROVISOIRES	8
2.8. REGLEMENTATION SUR SITE / ACCES	8
2.9. GESTION DES DECHETS	8
2.10. RACCORDEMENT A LA « TERRE »	8
2.11. DOCUMENT FOURNIS PAR LE MAITRE D'OUVRAGE	8
2.12. DOCUMENTS FOURNIS PAR L'ENTREPRISE TITULAIRE	9
2.13. CALENDRIER DES TRAVAUX	9
3. DESCRIPTION DES OUVRAGES : DESAMANTAGE	10
3.1. INSTALLATION DE CHANTIER	10
3.2. DESAMANTAGE INTERIEUR	10
3.3. DESAMANTAGE EN TOITURE	10
4. ELEMENTS A FOURNIR EN REPOSE A CETTE CONSULTATION	11

1. GENERALITES :

L'opération consiste en la rénovation complète de la salle de conférence du Centre INRAE BFC – site de Dijon.

Les travaux comprendront :

- Le désamiantage préalable de la salle, y compris éléments en toiture
- La réfection de l'étanchéité et de l'amélioration de l'isolation thermique en toiture
- La mise aux normes de sécurité du toit terrasse
- La mise en place d'une ventilation et d'un rafraîchissement actif de la salle
- Le réaménagement intérieur
- L'amélioration de l'accessibilité de la salle vis-à-vis du handicap
- La mise en place d'une système hydrique conférence / visioconférence adapté handicap

Listes des lots :

Publié en Octobre 2023

LOT 1 – DESAMIANPAGE

Publié en Novembre-Décembre 2023

LOT 2 – RENOVATION TOITURE TERRASSE

LOT 3 – CVC

LOT 4 – FAUX PLAFOND

LOT 5 – REVETEMENTS SOLS ET MURS

LOT 6 – ELECTRICITE

LOT 7 - VISIOCONFERENCE

1.1. Localisation des travaux

Site INRAE BFC – 17 rue Sully – 21 000 DIJON

1.2. Travaux à la charge du présent lot

Le présent lot comprend :

- L'établissement de tous documents d'étude et d'exécution nécessaires à la réalisation des opérations de désamiantage, **plan de retrait** (et PPSPS) et toutes les dispositions obligatoires que doit respecter l'entreprise.
- Installation de chantier et la logistique : la fourniture, le transport à pied d'œuvre, le stockage, la complète mise en œuvre de tous les matériels nécessaires aux opérations de désamiantage (nacelles élévatrices, échafaudages, extracteurs, sas, ...)
- Les travaux préparatoires de dépose / démolition de mobilier (sièges, estrade et cloison mobile)
- Le retrait de matériaux amiantés à l'intérieur de la salle
- Le retrait des matériaux amiantés en toiture
- Le nettoyage et replis général du chantier
- Les mesures d'empoussièrement
- Le traitement des déchets amiantés

Les matériaux amiantés à déposer ont été repérés par le DAAT réalisé par la SOCOTEC le 03/08/2023 – n° Rapport 12000/23/719 – joint en Annexes :

- En intérieur : Dalle de sol vert foncé + colle bitumineuse noire
- En extérieur : Conduit de fluide en fibrociment (Air)

1.3. Connaissance du projet

En aucun cas, l'entrepreneur ne pourra arguer de l'imprécision des plans, des prescriptions techniques, des descriptifs et des documents annexes ou omission s'il y a lieu, pour refuser d'exécuter dans le cadre et les conditions de son marché, tout ou partie des travaux nécessaires au complet achèvement et à la parfaite utilisation des ouvrages.

Il lui appartient donc d'apprécier l'importance et la nature des travaux à effectuer et de suppléer par ses connaissances techniques aux détails dont l'emplacement, la nature ou la qualité serait implicitement prévus dans une réalisation normale des travaux.

Les quantités fournis par la Maîtrise d'Œuvre sont à titre indicatif. **L'entreprise devra réaliser ses propres métrés et les intégrer dans la décomposition de son offre.**

1.4. Visite des lieux

Avant de soumissionner, le candidat est présumé s'être forgé une opinion suffisante, quant au caractère exact et adéquat de sa soumission pour les travaux.

Compte tenu de la nature du projet, **il est fortement conseillé aux entreprises de visiter les lieux avant de remettre leur proposition, afin d'apprécier toutes les sujétions influant sur leurs prix et sur la réalisation des travaux.**

Les prix de soumission, sauf stipulation différente du marché, couvrent toutes ses obligations dues au titre du Marché et tout ce qui est nécessaire pour la bonne exécution et le bon achèvement des travaux. Pour obtenir tout renseignement complémentaire, le candidat doit déposer un message sur la plateforme PLACE (Plateforme des marchés publics).

Pour organiser la visite, le candidat devra s'adresser, de préférence par mail en précisant vos disponibilités, à

Céline BERNARD – Chargée d'opérations immobilières - Tel: 06 60 31 78 00 – celine.bernard@inrae.fr

1.5. Provenance des matériaux

La qualité des matériaux fournis par le titulaire du marché doit être de PREMIER CHOIX.

1.6. Rappel de la réglementation

1.6.1. Généralités

Le titulaire du marché sera tenu responsable de la conformité de l'ouvrage projeté aux lois, décrets, arrêtés, réglementations et normes en vigueur au moment de l'exécution, propres à cet ouvrage.

Le titulaire du marché est réputé connaître parfaitement et dans son intégralité, toute cette législation et cette réglementation, il s'engage à la respecter, et le cas échéant, fait part avant le commencement des travaux et par écrit au Maître d'Ouvrage, de la non-conformité du projet. En cas de discordance entre ces différents documents, celui dont la date est la plus récente fait foi.

La liste des documents rappelés ci-dessous n'est pas limitative.

1.6.2. Décrets et règlements

- Code du travail : Livre II – Titre III concernant l'Hygiène et la Sécurité.
 - Décret n°65.48 du 8 janvier 1965 concernant la protection et la salubrité applicables sur les chantiers de bâtiments et T.P.
 - Décret n°94.1159 du 26 décembre 1994 concernant l'intégration de la sécurité et l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé lors des opérations de bâtiment ou de génie-civil.
- Liste non exhaustive.

1.6.3. **Documents Techniques Unifiés (D.T.U.)**

Sont applicables, aux matériaux employés d'une part et à l'exécution des travaux d'autre part, les prescriptions et recommandations des Cahiers des Charges (ou ayant valeur de Cahier des Charges), des Documents Techniques Unifiés (D.T.U), suivis de leurs Cahiers des Clauses Spéciales, mémentos de conception, additifs et errata publiés par le C.S.T.B.

1.6.4. **Normes Françaises**

Les matériaux et les mises en œuvre dont la réalisation est prévue au marché, doivent satisfaire aux dispositions portées par l'ensemble des Normes Françaises publiées par l'A.F.N.O.R. et homologuées par arrêté ministériel, même si elles ne sont pas citées dans le présent document. En cas de discordance entre ces différentes normes, celle de date la plus récente fait foi. Les matériaux peuvent être titulaires d'un avis technique délivré par le C.S.T.B.

1.7. **Sous-traitance**

Le prestataire pourra faire appel à des sous-traitants pour l'exécution du présent marché lorsqu'il ne dispose pas en interne des compétences ou qualifications nécessaires ou pour des motifs réglementaires, **à la condition préalable que ceux-ci soient agréés par INRAE**. Le titulaire du marché devra déclarer à INRAE le(s) sous-traitant(s) à l'aide du document DC4 « Déclaration de sous-traitance ».

1.8. **Litiges**

En cas de litige, la loi française est seule applicable.

A défaut d'accord amiable, les litiges éventuels seront portés devant le tribunal administratif de Dijon.

2. **SPECIFICITES TECHNIQUES :**

2.1. **Responsabilités**

Les travaux décrits au présent lot devront être effectués par des ouvriers spécialisés, dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur. L'entreprise devra fournir obligatoirement une attestation d'assurance couvrant tous les risques liés à sa profession et sera tenue de prendre toute mesure destinée à éviter des accidents aux tiers.

2.2. **Qualification**

L'entreprise est réputée avoir été choisie comme spécialiste et justifiant de sa qualification professionnelle ou elle possède des qualifications et des références de prestations identiques.

L'entreprise fournira ses certificats de qualification :

- QUALIBAT 1552 « Traitement de l'amiante », certifications AFNOR ou GLOBAL équivalentes relatives au retrait de produits amiantés, comportant à minima les secteurs d'activité suivants :
 - Ouvrages intérieurs de bâtiment.
 - Ouvrages Extérieurs de bâtiments
- Attestations de formation etc.

Le maître d'ouvrage demandera que ces certifications soient sur le chantier, affichées en salle de repos.

Les procédures de désamiantage demandées pour ce chantier sont d'un niveau conforme à celui actuellement recommandé par la réglementation en vigueur (décret 2012-639 du 4 Mai 2012 & 2015-789 du 29 Juin 2015) ainsi qu'aux arrêtés, décrets, circulaires en relation directe ou indirecte avec la réglementation « amiante ».

La Maîtrise d'ouvrage se réserve le droit à tout moment de vérifier auprès du personnel de l'entreprise les connaissances des procédures liées à l'amiante. Au cas où le personnel interrogé méconnaîtrait ces procédures, le Maître d'œuvre arrêtera immédiatement le chantier, rédigera un rapport au Maître d'ouvrage et provoquera une réunion avec l'Inspection du travail.

2.3. Travaux en site occupé, plan de prévention et coordination SPS

Les travaux se dérouleront en cœur de site privé, occupé et en activité. L'entreprise sera tenue de prendre toutes les mesures destinées à prévenir et à éviter les accidents aux tiers et aux biens avoisinants. Il est entendu par « tiers » toute personne physique ou morale étrangère au chantier, y compris agents INRAE non habilités à intervenir sur le chantier.

La coordination SPS est assurée pendant la période des travaux par :

M Jean-Jacques Nicot - Bourgogne SPS

1 rue Edouard Herriot 21300 CHENOVE.

Tel : 09 63 26 58 29 / 06 23 36 21 86

bourgogne.sps@free.fr

Le titulaire engage sa responsabilité en ce qui concerne la sécurité des personnes et les dégradations occasionnées par ses interventions. Il se soumet aux conditions d'accès aux locaux, s'engage à respecter les consignes de sécurité, et à appliquer le plan de prévention établi pour certains travaux ainsi que le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé établi par Bourgogne SPS. Il est soumis à des obligations de discrétion et de confidentialité concernant tout renseignement ou information qui pourrait être porté à sa connaissance.

2.4. Amiante

La maîtrise d'ouvrage a réalisé un Diagnostic Amiante avant Travaux réalisé par la SOCOTEC le 03/08/2023 – n° Rapport 12000/23/719 – joint en Annexe et sur lequel repose ce cahier des charges. Il identifie des matériaux amiantés qui seront déposés par le Lot1 – DESAMIANTEMENT.

- En intérieur : Dalle de sol vert foncé + colle bitumineuse noire
- En extérieur : Conduit de fluide en fibrociment (Air)

En cas de découverte d'ouvrages enterrés et de doute, l'entreprise devra avertir immédiatement le maître d'ouvrage afin de faire réaliser les diagnostics complémentaires nécessaires, ainsi que le désamiantage le cas échéant.

Dans le cas du non-respect de cette directive, toutes les dépenses futures liées à cette non information seront intégralement répercutées à l'entreprise sans aucun recours possible.

2.5. Protection des Ouvrages

L'entreprise devra mettre en œuvre toutes les dispositions nécessaires à la protection et à la conservation des ouvrages mitoyens ou se trouvant aux abords des travaux décrits au présent lot. Elle devra éviter toutes pollutions du site. Toute dégradation ou pollution, quelle que soit sa nature, provoquée par l'exécution des travaux, sera mise à la charge de l'entreprise avec les réfections et les conséquences pécuniaires en résultant.

2.6. Installations de chantier, sécurité et gardiennage

L'entreprise titulaire aura à charge l'ensemble des interventions de logistique et d'organisation de chantier, ceci pendant toute la durée de son intervention.

Le marché du lot comprend donc, dès la signature de l'OS, des installations d'accès, des installations de manutention des matériaux et matériels (nacelle, transpalle, etc. ...), ainsi que toute la signalisation autour et aux abords du site.

Barriérage

Les installations de chantier comprendront la mise en place d'un barriérage léger ainsi que la signalisation de la zone de chantier et des dévoiement piétons à réaliser.

Echafaudage, accès en hauteur

L'entrepreneur devra délimiter et protéger ses zones d'intervention.

L'entrepreneur devra mettre en œuvre les moyens d'accès en hauteur de tous types nécessaires à l'exécution de ses travaux.

Il devra également mettre en place toutes les installations de protection, de sauvegarde et de garantie qu'il jugera nécessaires, ainsi que celles qui lui seront, le cas échéant, demandées par le Maître d'Ouvrage.

Ces installations pourront notamment selon les conditions du chantier, être les suivantes (liste non limitative) :

- garde-corps
- nacelle élévatrice
- échafaudage

Branchement électrique

L'entreprise pourra se brancher uniquement sur un coffret de chantier à la charge du présent lot.

Eclairage chantier

L'éclairage provisoire est à fournir par l'entreprise et doit permettre un niveau d'éclairement conforme à la réglementation (R232-7), à savoir :

- circulation : 60 lux
- zone de travail : 120 lux
- poste de travail : 200 lux

Alimentation en eau

L'alimentation en eau sera assurée par INRAE qui mettra à disposition les points d'eau. Les besoins sont à déterminer précisément en phase de préparation.

Nettoyage

L'entreprise devra procéder à un nettoyage hebdomadaire du site et des abords concernés par l'exécution des travaux sur toute la durée des travaux afin de maintenir l'activité du site dans les meilleures conditions possibles.

Base Vie

L'entrepreneur devra une unité mobile de décontamination dont le positionnement est à convenir avec la maîtrise d'ouvrage.

Le Maître d'Ouvrage met à disposition des seules entreprises intervenant sur le chantier la pièce 33 en sous-sol du Bâtiment DIVOUX. L'entreprise devra procéder au nettoyage hebdomadaire de cette pièce pendant toute la durée des travaux afin de la maintenir dans les meilleures conditions possibles.

Les toilettes et le point d'eau afférent du sous-sol du Bâtiment DIVOUX seront partagés avec les usagers du site et non exclusivement dévolues aux entreprises intervenant sur le chantier. Leur entretien est réalisé par le contrat d'entretien actuellement en cours.

2.7. Plans des ouvrages provisoires

Les plans de phasage et les notes complémentaires (détails spécifiques d'étalement, d'échafaudage, d'accès à des plates-formes de travail en hauteur, etc..) sont établis par l'entreprise et concernent tous les ouvrages. Les frais correspondants sont donc réputés inclus dans les prix forfaitaires de l'entreprise.

Ces documents seront établis à partir des éléments graphiques fournis au dossier de consultation, complétés par toutes les reconnaissances, relevés, sondages nécessaires sur place.

L'entrepreneur les soumet avec les spécifications techniques détaillées au visa du maître d'œuvre, qui les retournera avec ses observations éventuelles au plus tard 2 semaines ouvrables après leur réception.

Le visa est une vérification de principe des exigences du projet et des clauses du marché. Il implique que l'entrepreneur conserve l'entière responsabilité de la conception des ouvrages soumis à ce visa.

L'ensemble des plans et documents de phasage, de méthode et de sécurité seront à faire valider par le Coordinateur Hygiène et Sécurité.

2.8. Réglementation sur site / Accès

Le titulaire devra fournir la liste des personnes nécessitant un badge d'accès au site (portail d'entrée principal) Les badges d'accès sont à retirer en début de chantier auprès de la maîtrise d'ouvrage et à rendre à l'issue de la période des travaux. En cas de non restitution, un coût de 50 € HT par badge sera retenu.

Le prestataire est tenu de signaler immédiatement à INRAE toute perte de badge ou de clé. L'absence de restitution peut donner lieu à poursuites et à rupture du marché. Dans ce cas, il peut être demandé de remplacer toutes les serrures concernées. Toute copie de badges ou clés est interdite et peut donner lieu également à poursuites et rupture du marché.

Le prestataire s'assure du verrouillage des locaux après intervention et veille à éteindre l'éclairage des locaux visités.

2.9. Gestion des déchets

Le Maître d'Ouvrage privilégie la valorisation matérielle et énergétique des déchets, réemploi, recyclage, concassage pour les déchets inertes ou toute autre valorisation, ainsi que l'organisation du transport des déchets avec sa limitation en distance et en volume.

L'entreprise devra effectuer le tri sélectif de l'ensemble des déchets issus des travaux, les charger, les transporter et les mettre en décharge auprès des organismes agréés pour en effectuer le traitement, l'enfouissement, la destruction ou le recyclage dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

2.10. Raccordement à la « Terre »

Si besoin, l'ensemble des équipements et canalisations métalliques seront raccordés à une prise « Terre » unique.

2.11. Document fournis par le Maître d'ouvrage

Dans le cadre de cette consultation, la Maitrise d'ouvrage fournit les documents suivants :

- Le plan de la salle actuelle (.pdf et .dwg)
- Le plan de masse du Centre (.pdf)
- Le DTA
- Le DAAT
- 1 Annexe LOT 1 illustrée

Lorsque les plans de principes « PROJET » sont fournis : **ces plans ne sont en aucun cas des plans d'exécutions**. Les sujétions de détails et les caractéristiques des éléments ou produits mis en œuvre restent à l'appréciation de l'entreprise qui doit toutefois être en accord avec la finalité demandée par la maîtrise d'œuvre et la maîtrise d'ouvrage.

2.12. Documents fournis par l'entreprise titulaire

2.12.1. Dossier d'exécution avant travaux

L'entreprise devra établir le **dossier d'exécution**, qui comprend les documents suivants :

- Le plan des ouvrages provisoires et d'installation de chantier
- Les moyens qu'elle envisage de mettre en place pour permettre l'accès aux différents niveaux, que ce soit pour le matériel et/ou le personnel de chantier
- La méthodologie qu'elle adoptera pour organiser les travaux désamiantage et plus particulièrement sur l'isolement et le confinement des zones à traiter ainsi que sur le respect des zones accessibles ou non.
- La méthodologie que l'entreprise mettra en place pour réaliser l'évacuation de tous les déchets de chantiers issus des opérations de désamiantage

L'entreprise soumettra ce dossier au Service Travaux pour approbation. La production de ces documents doit être compatible avec le calendrier d'exécution.

2.12.2. Plan de retrait

L'entreprise devra établir le **plan de retrait** et le transmettre aux organismes de contrôles requis (DIRRECT, CARSAT, OPPBTP, QUALIBAT).

Elle devra la gestion administrative complète du plan, du suivi des déchets et remis des Bordereaux de Suivi des Déchets Amiantés (BSDA) en fin de chantier

2.12.3. Rapport de fin de travaux

L'entreprise titulaire du présent lot fournira à la fin de son intervention un **Rapport de Fin de Travaux (RFT)** comprenant toutes les informations réglementaires (Article R4412-139 du Code du Travail) concernant l'amiante ainsi que l'ensemble des documents retraçant le cheminement des déchets.

Liste des documents à fournir dans le RFT (sans qu'elle soit exhaustive) :

- Le Plan de Retrait des matériaux amiantés et ses éventuels avenants et/ou annexes
- L'ensemble des bordereaux de suivi des déchets (BSDA) et Certificats d'Acceptation Préalable (CAP) accompagnés du tableau récapitulatif
- Le bilan de la métrologie (ensemble des mesures effectuées au cours de travaux de désamiantage)
- Un reportage photos du site « Avant » et « Après »

Le Rapport de Fin de Travaux sera fourni en 1 exemplaires « papier » +1 exemplaire dématérialisé pour le Maître de l'ouvrage.

2.13. Calendrier des travaux

La maîtrise d'ouvrage souhaite démarrer **les travaux de désamiantage le 4 MARS 2024** avec une fin au plus tard le **30 avril 2024**.

Le soumissionnaire devra proposer le meilleur calendrier de travaux possible en tenant compte cette contrainte calendaire. **Le calendrier précisera :**

- **La date de démarrage de la période de préparation du chantier et sa durée (2 mois maximum)**, avec une notification reçue au plus tard le 31/12/2023
- **La date de démarrage des travaux imposée par le maître d'ouvrage**

-
- **Les étapes détaillées** des travaux de désamiantage avec les durées prévisionnelles associée à ce projet.
 - **La date prévisionnelle de fin de travaux.**

3. DESCRIPTION DES OUVRAGES : DESAMANTAGE

3.1. INSTALLATION DE CHANTIER

Les travaux comprennent :

- La dépose des cloisons mobiles et leur évacuation
- La mise en place des SAS de décontamination du personnel et des déchets sur la passerelle d'accès à la salle de conférence
- La mise en place des ouvrages temporaires nécessaires (gardes corps / accès à la toiture) à la réalisation du désamiantage
- La pose de signalétique amiante pendant le chantier
- La mise en place d'un confinement dynamique intérieur qui peut être vissé au mur – les revêtements muraux seront rénovés lors de la deuxième phase de travaux
- Si nécessaire, l'éventuelle réalisation d'un confinement complémentaire nécessaire pour le désamiantage en toiture

3.2. DESAMANTAGE EN TOITURE

Les travaux comprennent :

- La dépose des conduites amiantées toute hauteur et leur évacuation en décharge agréée.
- La protection provisoire nécessaire contre la pluie suite à la dépose

La longueur de la conduite amiantée n'est à ce jour pas connue exactement et ne peut être estimée avant début des travaux. Elle peut être limitée à la seule partie supérieure en toiture, ou se poursuivre dans la colonne traversant la salle de conférence.

Les travaux de désamiantage devront donc commencer par cette partie, afin de poursuivre dans la salle si nécessaire en ouvrant la colonne. Ils s'arrêteront dans tous les cas au niveau du sol, aucuns travaux n'étant prévu dans le sous-sol du bâtiment.

3.3. DESAMANTAGE INTERIEUR

Les travaux comprennent :

- La dépose des sièges vissés. Les pieds des sièges seront nettoyés, et la visserie évacuée au titre des déchets amiantés dans une décharge agréée. Les sièges seront sortis de la salle par le titulaire et traités selon la PSE retenue par la maîtrise d'ouvrage.

PSE 1 : Mise à disposition des sièges dans la pièce de stockage dédiée

Les sièges sont mis à disposition de la MOA dans une pièce de stockage située au sous-sol du bâtiment PPB (cf. plan en Annexe). Le titulaire doit le déplacement des sièges jusqu'à cette pièce.

PSE 2 : Evacuation des sièges

La MOA ne souhaite pas conserver ces sièges, ils sont alors évacués par le titulaire.

- La dépose de l'estrade existante, et son évacuation dans une décharge agréée, en veillant à minimiser le volume de déchets amiantés
- La dépose des dalles de sol amiantées et colle bitumineuse amiantée et évacuation dans une décharge agréée – le sol serait laissé brut mais propre pour ragréage en phase 2.

4. ELEMENTS A FOURNIR EN REPONSE A CETTE CONSULTATION

Pour nous permettre d'apprécier l'offre, il est attendu en réponse à cette consultation les éléments suivants :

- L'Attestation de visite si réalisée
- Un document technique comprenant :
 - Un descriptif des installations provisoires nécessaire au titre de l'installation de ce chantier spécifique, idéalement accompagné d'un plan
 - Le mode opératoire envisagé sur le chantier
 - Les moyens mis en œuvre au titre de la gestion des déchets
- Le calendrier, qui précisera :
 - **La date de démarrage des travaux** proposés par la soumissionnaire avec une notification reçue au plus tard 22/12/2023
 - **Les étapes détaillées** des travaux de désamiantage avec les durées prévisionnelles associée à ce projet.
- L'offre commerciale / devis détaillé
- Le Cadre de la Décomposition des Prix Globale et Forfaitaire (DPGF) rempli et signé

Fait à , le

Pour la Société

Nom :

Signature précédée de la mention "Lu et accepté" :

Cachet commercial :